


ET LES CH'TIS POLAKS REBÂTIRENT LA POLOGNE



Venus des bassins miniers du Nord, des Cévennes, de Lorraine, de Loire..., ils sont des milliers à répondre à l'appel de la « mère patrie ». Dès 1944, la Pologne exsangue, aux frontières redessinées, conviait ses ressortissants disséminés en Europe de l'Ouest à participer au redressement du pays. Artisans d'une colossale œuvre de reconstruction et de polonisation des « territoires recouverts », ils seront les bâtisseurs de la Pologne nouvelle.



Août 1946.
Ces Polonais quittent
la France. À bord de
wagons fleuris mais
rudimentaires, le
voyage dure une
semaine.

ROGER BERSON / ROGERVIOU

Il était une fois... 1946-1948, le rapatriement des Polonais



ALBERT HARLINGUE / ROGER-VOLLET



FRANÇOIS KOLLAR BIBLIOTHÈQUE FORNEY / ROGER-VOLLET

1920, les gouvernements français et polonais négocient la venue de main-d'œuvre en France. 700 000 Polonais sont recrutés. Principalement dans les houillères du Nord et de l'Est, où ils sont assignés au « fond » de la mine. Dans les années 1930, ces gueules noires seront aussi au front des luttes sociales.

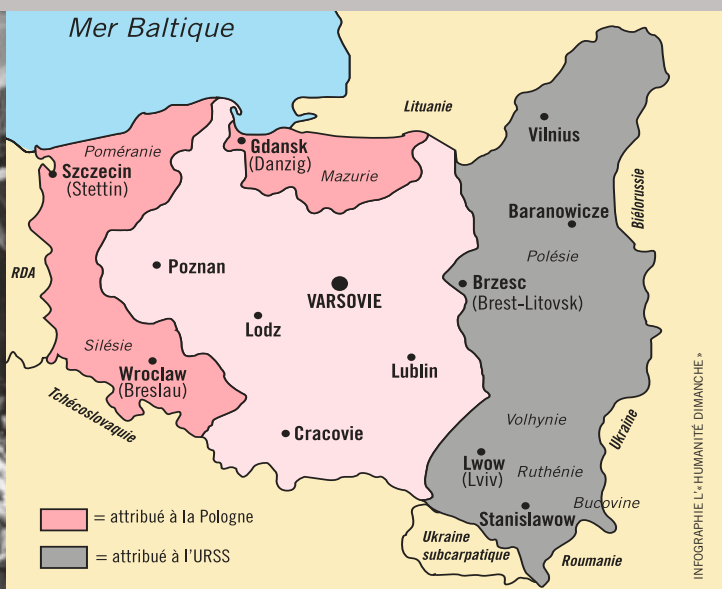
Population décimée, campagnes dévastées, villes rasées, industrie ravagée... libérée de 6 années d'occupation nazie par l'Armée rouge, la Pologne est un champ de ruines à la Libération. Aux conférences de Yalta (février 1945) et de Potsdam (juillet-août 1945), les Alliés entérinent l'idée d'un glissement de ses frontières d'avant guerre vers l'ouest. La Pologne perd ses territoires orientaux, rendus à l'URSS, mais gagne en compensation des terres au nord (Poméranie, Prusse-Orientale) et surtout à l'ouest, telle la Basse-Silésie autour de Wrocław et Walbrzych, d'où les Allemands sont chassés. Confrontée à la double nécessité de la reconstruction et du repeuplement de ces « territoires recouverts » riches en matières premières vitales pour le redressement du pays, le gouvernement décrète le « grand retour à la maison ». Un appel à la réémigration entendu dans l'Hexagone, où sont recensés 430 000 Polonais en mars 1946. Un tiers d'entre eux vivent dans le Nord et le Pas-de-Calais, principalement embauchés dans les mines de charbon.

Très vite, les premiers départs, hors de tout cadre réglementaire, d'une main-d'œuvre appréciée pour ses aptitudes professionnelles, inquiètent les autorités françaises, engagées dans la « bataille du charbon ». D'autant que les Polonais, largement employés à l'abatage (opération d'arrachement du charbon), constituent encore, à l'époque, 20 % des effectifs totaux des Houillères du Nord, par exemple. Aussi, plutôt que de subir ces départs, l'État français se résout à faciliter la tâche aux autorités polonaises en les organisant, de façon à « éviter de provoquer des perturbations dans l'effort de production ». Et à la condition que la Pologne s'engage, en guise de compensation, à lui livrer ce charbon dont il a tant besoin. Au total, quatre accords franco-polonais portant sur la période « 1946-

1948 » préciseront les modalités de rapatriement de près de 40 000 travailleurs de l'industrie (principalement minière et métallurgique) et de l'agriculture, accompagnés de leurs proches. Le premier de ces arrangements est signé le 20 février 1946. Des conditions de retour particulièrement avantageuses sont offertes aux rapatriés : voyage payé par la République polonaise, possibilité de partir en famille, transport gratuit des meubles et du cheptel, facilités douanières, assurance d'un logement et d'un travail sur place.

Au nom des valeurs de l'internationalisme prolétarien, le PCF en accepte le principe. Tout comme la fédération CGT du sous-sol, alors au faite de sa puissance, même si l'un de ses dirigeants, Léon Delfosse, consentira que ce fut « un drame, dans les conditions économiques de la France à l'époque, et pour nous-mêmes, d'organiser ce départ ». Florissant, le mouvement associatif polonais se déchire sur la question. Ainsi, à l'heure où le Conseil national des Polonais de France (RNP), favorable au nouveau régime, déploie une intense activité de propagande en faveur des rapatriements, l'Union centrale des Polonais de France (CZP), farouchement anticommuniste et proche du gouvernement polonais en exil à Londres, les réprovoque. Le RNP mobilise autour de mots d'ordre hautement patriotiques. Un activisme qui n'aura toutefois jamais le caractère de matraquage que lui prête sa rivale, qui stigmatise le régime policier d'un pays sous « occupation soviétique », dont elle conteste les nouvelles frontières orientales.

Les motivations des candidats au retour sont variées. Les militants communistes ne cachent pas leur sympathie pour les dirigeants de cette Pologne « populaire », qui envisagent de l'engager sur la voie du socialisme. Ainsi, ces pionniers rentrent « dans leur patrie pour aider au



Septembre 1939, l'Allemagne puis l'URSS envahissent la Pologne. 5 ans et 6 millions de morts plus tard, le pays est redécoupé par les accords de Yalta. En contrepartie de pertes à l'est, il obtient des terres allemandes à l'ouest. Parmi celles-ci, la Silésie, bassin minier à repeupler et à faire fructifier.

triomphe du régime naissant », estime alors le journaliste Jacques Estager, dont le reportage sur place vient d'être réédité (lire encadré ci-contre). On repart aussi pour des raisons matérielles (gérer des biens acquis avant la guerre) ou, empreint de nostalgie, tout simplement mû par l'exigence de finir son existence sur la terre de ses ancêtres après une vie d'errance. Les conditions nouvelles offertes par la Pologne populaire décident aussi des personnes guidées par des perspectives de promotion sociale. « Si je rentre en Pologne, c'est surtout pour vous, mes enfants. Je voudrais que vous finissiez l'école et que vous trouviez un autre travail que celui de mineur de fond. » Ainsi se justifiait le père d'Henryk Skirlo, de Libercourt (Pas-de-Calais). Rapatrié en 1946, à l'âge de 14 ans, le jeune Henryk embrassera une carrière d'ingénieur des Mines.

L'état d'insécurité permanent dans lequel ont été plongés les travailleurs polonais de 1931 jusqu'en 1936 et la (courte) embellie du Front populaire dans un contexte de récession économique propre à un capitalisme en crise incitent certainement une frange moins politisée de la communauté à quitter la France. Avec l'idée de ne plus revivre ces « années noires » au cours desquelles, victimes d'une République sans scrupule, 140000 Polonais (soit un sur trois!) ont été renvoyés dans des conditions souvent dramatiques. « Ma mère a très mal vécu cette période. Son frère, qui lui était d'un grand secours, a été expulsé », expliquait Félix Juskowiak, originaire de Mazingarbe (Pas-de-Calais), rapatrié en 1947. Ces souvenirs douloureux ont certainement pesé dans la balance à l'heure du choix. Certains « revenaient parce qu'ils étaient las d'être, en France, les "Polaks" soumis aux éternelles tracasseries des administrations xénophobes », imagine Jacques Estager. Des faits qui écorrent le mythe, en vogue de nos jours, d'une intégration facile des Polonais dans la société française.

Le premier convoi quitte la gare de Lens (Pas-de-Calais), le 15 mai 1946. La foule est au rendez-vous. L'ambassadeur de Pologne se fend d'un vibrant discours en faveur du redressement national. Le ton est à l'exaltation de l'amitié franco-polonaise, dont les rapatriés seraient les meilleurs promoteurs! Des visites de wagons sont effectuées, des encouragements aux familles prodigués, les hymnes nationaux interprétés. Souvent le train est pavoisé de rouge et de blanc, les couleurs de la Pologne, et parfois la locomotive, du portrait du maréchal Staline... Jusqu'au 29 décembre 1948, les convois se succéderont. À travers l'Allemagne occupée, puis la Tchécoslovaquie, le voyage, dans des wagons au confort rudimentaire (pénurie oblige!), dure près d'une semaine jusqu'à Miedzylesie, une ville frontière du Sud où les rapatriés sont acheminés vers les bassins houillers de Silésie, du côté de Bytom, Gliwice, Sosnowiec, Walbrzych ou encore Zabrze.

Véritable fer de lance de cette œuvre de reconstruction et de polonisation, les mineurs constituent une aristocratie ouvrière instruite et professionnellement aguerrie. Leur zèle au travail peut être de nature à indisposer leurs compatriotes, en provenance des campagnes surpeuplées du centre du pays ou des ex-territoires orientaux, moins expérimentés. Ces derniers les soupçonnent par ailleurs de sympathie pour le régime pro-soviétique en place. Le fossé se creuse d'autant plus volontiers entre ces différents groupes que les rapatriés de France cultivent leur francité. Et une tendance au repli identitaire. Ils ouvrent des boulangeries avec leurs spécialités françaises et organisent, en souvenir de la Fête nationale, des bals le 14 Juillet, où l'on guinche sur des airs de Tino Rossi ou de Rina Ketty! Ici, des habitudes, des modes de vie « se confrontent et s'opposent ». « Il faudra bien 10 ans pour que nous nous mélangions aux autres Polonais », reconnaissait Henryk Skirlo.)))

« DÉCOUVERTE DE LA POLOGNE, 1948 »

À l'été 1948, Jacques Estager (1921-1987), journaliste à « Liberté », le quotidien des communistes du Nord, accompagne un convoi de travailleurs polonais de Douai jusqu'en Basse-Silésie. Puis de Walbrzych à Varsovie, il plonge au cœur des réalités d'un pays aux allures de gigantesque chantier. En dépit des difficultés rencontrées, la Pologne populaire réalise de spectaculaires avancées dans le domaine de l'accès à la santé, à l'éducation, à la culture. Publié en 1949 par l'Amitié franco-polonaise, le récit de son voyage a fait l'objet d'une réédition à l'occasion du 70^e anniversaire des rapatriements, à l'initiative des Amis d'Edward Gierek, du nom de l'ancien mineur du Pas-de-Calais et chef d'État de la Pologne populaire (1970-1980), lui-même rapatrié de Belgique en 1948.

« Découverte de la Pologne, 1948 », de Jacques Estager. Éditions Nord Avril. 12 euros. Rens.: 03 27 90 54 90.

Il était une fois... 1946-1948, le rapatriement des Polonais



La Pologne est dévastée. À l'heure de la reconstruction et de la « bataille du charbon », les « Polaks », comme on les appelle en France, forts de leur compétences, sont incités à rejoindre le pays. Aidés par la France d'après-guerre (en échange de charbon), 62 000 d'entre eux répondent à l'appel.

LE RETOUR OUBLIÉ

Offrir aux descendants des rapatriés de « renouer avec leurs racines » et de continuer à « transmettre cette double culture », c'est le but de l'expo « le Retour oublié », conçue par Bogdan Kro. Depuis Écaillon (Nord), il a quitté la France en 1947. Aujourd'hui, à 82 ans, il se dit toujours « nostalgique du pays perdu ». Chaque année, avec ses amis de l'ex-ville minière, il dépose une gerbe au pied de la stèle de De Gaulle, à deux pas de l'ancienne mine... Thorez. **Jusqu'au 14 octobre, au Centre de la science et de l'art, à Walbrzych. Rens. : 0048 662017 84.**

» Dans un pays bien décidé à rompre avec ses traditions féodales et inégalitaires au temps du régime autoritaire de Pilsudski, puis de la fascisante Pologne des colonels, d'aucuns entament de brillants parcours au sein de l'administration, de l'appareil politique et syndical ou au service des collectivités locales. C'est le cas de Thomas Pietka, ancien ouvrier du Valenciennois, devenu préfet de la région de Walbrzych. Pour Félix Juskowiak, « là-bas, le système social était performant. Tout le monde avait droit aux vacances dans des centres de repos très nombreux. Les transports publics étaient très pratiques et peu chers. Les crèches étaient accessibles à tous. Le syndicat exerçait un réel contrôle sur la vie sociale ». D'autres, au contraire, manifestent de la nostalgie et le désir rarement exaucé de revenir en France. Certains y parviendront, cependant, parfois au terme de rocambolesques périples. L'adaptation a pu sembler difficile à ceux qui « pensaient s'installer dans une sorte de paradis sur Terre, oasis de douceur dans

une Europe exsangue et dévastée par la guerre. Ceux-là ont connu des déceptions. Ils ont trouvé en Pologne le chaos, les ruines, les dévastations », insiste Jacques Estager.

Dès 1947, les échos faisant état de difficultés d'adaptation, tout comme les campagnes de désinformation orchestrées par le quotidien d'inspiration démocrate-chrétienne

« Narodowiec » ou par l'Union centrale des Polonais de France, qui dresse l'épouvantail de la répression (« ceux qui n'appartiennent pas au parti ouvrier sont envoyés en Sibérie! »), provoquent des désistements croissants chez les candidats au départ. La dégradation de la situation internationale, qui, en ces temps de guerre froide, fait de la Pologne un champ de bataille potentiel entre l'Est et l'Ouest, la décision du très influent milieu catholique, qui invite ses membres à se considérer « comme des Polonais de France ayant choisi de rester dans le pays qui les a accueillis », et surtout la non-reconduction en 1949 des accords de rapatriement mettent un terme à ce processus. Celui-ci s'est surtout heurté à l'opposition des immigrants polonais de la deuxième génération. Pour être nés en France ou y avoir émigré enfants, ceux-ci manifestent majoritairement, au-delà de toute considération politique, le souci de rester dans le pays qui les a vus grandir.

Partie du Pas-de-Calais en juillet 1946 à l'âge de 12 ans, Anna Grzeda ne s'adaptera jamais : « Je suis née en France. J'y ai fait ma scolarité et ma communion. La Pologne ? C'était la peur de l'inconnu, je ne voulais pas y aller. Quand je suis arrivée à Bytom, tout me paraissait gris. Les conditions de vie étaient difficiles. » Elle retournera d'ailleurs en France, en 1965. « Dès maintenant, l'attachement à la France de certains immigrants et l'assimilation certaine d'une grande partie de la deuxième génération (assureront) le maintien d'un pourcentage important de la colonie polonaise », pronostique dès 1949 Raymond Poignant, dans un mémoire de stage de l'École nationale d'administration. Au total, 62 000 Polonais de France auraient (re) gagné la mère patrie, ces années-là. Soit près d'un sur cinq. Ils auront largement contribué à l'établissement de liens d'amitié entre la Pologne populaire et le mouvement progressiste français. ★

JACQUES KMIECIAK



Aujourd'hui encore, ces rapatriés et leur descendants cultivent leurs « racines françaises » (ici, célébration du 14 Juillet).